

EDITO



Travail des jeunes : un gouvernement plein d'idées

Des idées, mais pas forcément des nouveautés, puisqu'elles ont toutes tendance à faire disparaître le Contrat à Durée Indéterminée. Il s'agit là d'un vieux refrain du MEDEF, prêt à tout pour « flexibiliser la main d'œuvre » au maximum dans le pays, et ainsi faire des salarié-e-s une variable malléable à souhait. Lors de la conférence sociale des 7 et 8 juillet derniers, l'accent a été ainsi mis sur les « efforts » qui seront faits pour faciliter l'accès à l'apprentissage pour les plus jeunes ; jeunes touchés par le chômage de masse : près de 20 % des 15/24 ans. Noble initiative que de travailler pour l'accès à une formation et un emploi dans cette classe d'âge. C'est pourquoi près de 200 millions d'euros supplémentaires seront mis sur le tapis par le gouvernement, avec l'ambition de créer 500.000 postes d'apprentis à l'horizon 2017. Malheureusement, nous pouvons lire dans cette annonce un nouveau recul du gouvernement socialiste face aux revendications du MEDEF. En effet, l'exemple de l'apprentissage dans le centre technique Renault de Lardy (Essonne) suffira à illustrer la démarche patronale face à ce dispositif dont les gros employeurs sauront aisément tirer des profits.

Le site en question compte 1500 salarié-e-s dont 7 % d'apprentis. Ils y sont ni plus ni moins traités comme variable d'ajustement, mais sans le salaire ni les primes dus aux CDD et Intérimaires. Leurs revenus s'échelonnent entre 900 et 1100 euros, pour des élèves passant des Master I et Master II. Ces stagiaires en alternance sont soumis aux mêmes pressions que celles exercées aux ingénieurs titulaires, avec la carotte du rapport de stage omniprésente dans leurs relations avec la hiérarchie. À l'échelle du groupe Renault, ce sont 8260 postes qui vont disparaître dans « le plan compétitivité » en cours avec l'embauche de 750 salarié-e-s, dont 75 embauches d'apprentis sur tout le groupe. Sans commentaires !!!

Avez-vous entendu parler du service civique ? Il s'agit pour les jeunes de 15 à 25 ans de se porter volontaire pour accomplir des missions d'intérêt général, rémunérés 573 euros nets par mois. Les domaines dans lequel il peut s'exercer sont principalement la culture, l'environnement, l'éducation, l'aide à la personne, la santé, etc. Nous voyons donc que ces contrats, à la moitié du SMIC, seront proposés dans nos services publics frappés aujourd'hui d'austérité. Pour mémoire, les emplois jeunes de l'ère Jospin étaient rémunérés au SMIC, et ont quand même eu certaines conséquences financières malheureuses pour les bénéficiaires. Petite précision supplémentaire : le président de l'agence du Service Civique est François Chérèque, et il est très heureux de voir cette opération « victime de son succès », d'où son budget annuel de 140 millions d'euros qui devrait être prochainement triplé.

Autre trouvaille : le Volontariat International en Entreprise. Contre divers avantages financiers, les entreprises françaises pourront envoyer nos jeunes (jusqu'à 28 ans) travailler dans leurs antennes à l'étranger, ceci contre une indemnité forfaitaire indépendante du niveau d'étude. Cette initiative a été instaurée en 2000, mais connaîtra une enveloppe supplémentaire de 200 millions d'euros cette année pour être relancée.

Moralité, pour lutter contre la précarité des jeunes aujourd'hui, la matière grise gouvernementale crée ou dépoussière des statuts encore plus empreints de précarité.

Il est bon de rappeler que les pactes et mesures signés ces derniers mois tireront tous les salaires au niveau du SMIC, avec les incitations fiscales faites pour les entreprises en ce sens. De plus, le Contrat à Durée Indéterminée, qui représente aujourd'hui à peine plus de 20% du total des embauches, risque de ne bientôt faire partie que du patrimoine historique de notre société.

Dans les campagnes menées par la CGT depuis plusieurs années, notre syndicat milite pour l'établissement du Nouveau Statut du Travail Salarié. Pour redonner de la valeur au travail et faire reconnaître la valeur du travail. Pour résumer très rapidement, il s'agit de calquer les parcours professionnels sur le mode de fonctionnement de la sécurité sociale.

Face aux assauts incessants du patronat (sous l'œil bienveillant du gouvernement), seule une diffusion non filtrée des informations aux salarié-e-s peut faire prendre conscience des politiques à sens unique menées depuis plusieurs décennies contre le droit du travail. Les analyses de la CGT, de médias libres, d'associations d'économistes... sont autant d'armes à connaître et répandre autour de nous pour remettre les créateur-trice-s des richesses au cœur du système.

Sylvain LE NOC

Sommaire :

P1 : Edito/Agenda

P2 / 3 : Lettre ouverte du Collectif Palestine 63 à François Hollande

P4 : Planning d'inscription pour la foire de Cournon
Conférence sociale : première analyse de la CGT

P5 : Message de Thierry LEPAON

P6 : Inscription à l'AG de rentrée du 19 septembre 2014

P7 : Inscription pour la participation au meeting du 30 septembre à Lyon



N° 1511 DU MARDI 15 JUILLET 2014

DEPOSE LE 15 JUILLET 2014

Circulaire d'informations hebdomadaires du Bureau et du Secrétariat de l'Union Départementale CGT - Directeur de publication : Julien PAULIAC - Imprimé par nos soins Maison du Peuple - 63000 Clermont-Ferrand - CPPAP 0506 S 06884 D 73 du 13 mai 2004 - ISSN n° 09920625

AGENDA :

➤➤ **26 juillet** : A75 / Aire d'Authezat :
Diffusion par les Ul de Cournon et d'Issoire.

➤➤ **2 août** : A89 / Aire de Manzat :
Diffusion par l'Ul de Riom

➤➤ **19 septembre** : AG de rentrée de l'UD
de 8h 30 à 13h30 salle Chanteranne

➤➤ **Du 6 au 15 septembre** : Stand Cgt à la
Foire de Cournon

➤➤ **30 septembre** : Meeting CGT à Lyon /
Elections Fonction Publique

Lettre ouverte du Collectif Palestine 63 à François Hollande

à Monsieur François Hollande
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg St Honoré
75008 PARIS

Clermont-Ferrand, le 9 juillet 2014

Monsieur le Président de la République,

Au prétexte de l'assassinat de trois jeunes colons, assassinat que nous condamnons, Benjamin Netanyahu s'est lancé dans une opération de punition collective à grande échelle contre les Palestiniens, tués, blessés, expulsés et emprisonnés en nombre, genre dans lequel l'armée israélienne excelle depuis longtemps.

Ces événements ont aussi entraîné des manifestations extrémistes et racistes à Jérusalem et ailleurs, notamment à Saint Jean d'Acre. Un jeune Palestinien a été assassiné de façon horrible pendant ces débordements haineux et violents.

Ceci est le résultat de la lâcheté politique des acteurs internationaux, dont la France.

Nous reproduisons ci-dessous des extraits d'un discours prononcé le 20 novembre 2002 au meeting de la Mutualité pour la suspension de l'accord d'Association Union Européenne-Israël :

« Les Palestiniens vivent cette situation qui est révoltante avec, notamment, la destruction volontaire de l'autorité palestinienne, la répression terrible et son cortège de morts, l'occupation et la destruction des villes, des villages, des maisons, la poursuite de la colonisation qui viole le droit international et qui effectivement ne s'est jamais arrêtée, le chômage, la misère sociale et sanitaire que vivent les Palestiniens. On veut détruire les infrastructures, la mémoire, le futur de ce peuple. Cela est inacceptable et nécessite la mobilisation de toute la communauté internationale.

Quelle farouche volonté, quel symbole de s'en sortir pacifiquement pour le peuple palestinien dans sa grande majorité.

Alors oui, la cause de la Palestine est la cause du droit, de la justice, du droit des Palestiniens à disposer d'un Etat et à vivre en paix.

Il faut qu'Israël respecte les résolutions de l'ONU. Pour cela le rapport des forces est indispensable et donc il faut amener les parlements et les gouvernements à suspendre l'accord d'Association Union Européenne-Israël, ce qui aurait effectivement un écho énorme en Israël et en Palestine.

Oui, chers amis, nous devons faire la démonstration de notre volonté inébranlable pour que le peuple palestinien, à travers notre mobilisation, retrouve le chemin de l'histoire. »

Ce discours, auquel on ne peut que souscrire, a été prononcé par monsieur Manuel VALLS, actuel Premier ministre.

Malheureusement, douze ans se sont écoulés et, amère constat, la situation n'a fait qu'empirer pour le peuple palestinien :

- la bande de Gaza mise sous un blocus inhumain depuis 2006 et qui a subi les terribles agressions de l'armée israélienne en 2008-2009 et en 2012, avec en plus des raids presque quotidiens touchant les civils, femmes, enfants et vieillards;

- des milliers de prisonniers politiques, dont des élus, dans les geôles d'Israël et des centaines en détention administrative, c'est-à-dire sans inculpation ni jugement, cela au mépris des conventions internationales ;

- la construction de colonies en Cisjordanie a augmenté de 123% en 2013 par rapport à 2012. Pendant les neuf mois du cycle de négociations sous la houlette de Washington, Israël a approuvé la construction de 13 851 nouveaux logements dans les territoires palestiniens occupés, ce qui traduit une accélération « sans précédent », selon les chiffres de l'ONG israélienne Shalom Archav (« La Paix maintenant ») ;

- des destructions de maisons par centaines ;

- l'arrachage d'oliviers et autres arbres fruitiers par milliers ;

- des réfugiés par millions (5 à 6 millions, soit plus de la moitié des Palestiniens sont réfugiés), et certains, comme en Syrie actuellement, mourants de faim et condamnés à un nouvel exil ;

- les Palestiniens d'Israël (1.5 millions, soit environ 20 % de la population de cet Etat) toujours victimes de nombreuses discriminations par rapport aux autres Israéliens.

La liste est loin d'être exhaustive.

Des dizaines de rapports émanant de diplomates, de parlementaires, de chargés de missions de l'ONU, de diverses ONG faisant état de la situation sont envoyés depuis des années dans les chancelleries.

Par ailleurs, vous savez très bien Monsieur le Président que les soi-disant négociations du processus de paix font le jeu d'Israël qui pendant ce temps poursuit l'annexion des Territoires palestiniens occupés et conduit inexorablement à empêcher la construction d'un Etat Palestinien viable et souverain.

Le 20 décembre 2012, vous avez dénoncé à Alger le système colonial *« profondément injuste et brutal »* ; le 15 octobre 2013 à Soweto en Afrique du Sud à propos de l'Apartheid vous avez déclaré *« c'est émouvant de venir ici, à Soweto, Soweto où, il y a quarante ans, les gens mourraient pour leur liberté, pour leur dignité »*.

Système colonial, apartheid, qualifient aussi la politique des gouvernements israéliens depuis bientôt 70 ans. Chaque jour les Palestiniens sont victimes de ces systèmes et meurent pour leur liberté et leur dignité.

Il ne peut pas y avoir d'arrangement avec un gouvernement qui dénie les droits de tout un peuple et, pire encore, se livre régulièrement à des crimes de guerre.

Il n'y a aucune excuse à la politique israélienne, il n'y a aucune excuse à votre politique qui se refuse à mettre en place des sanctions efficaces pour contraindre cet Etat au respect du droit.

Nous reprenons la phrase de Manuel Valls : *« nous devons faire la démonstration de notre volonté inébranlable pour que le peuple palestinien, à travers notre mobilisation, retrouve le chemin de l'histoire. »*. C'est ce que nous attendons de vous, Monsieur le Président.

Les événements de ces dernières semaines montrent toute l'urgence qu'il y a à agir avant qu'il ne soit trop tard pour le peuple palestinien mais aussi pour le peuple israélien.

En conclusion, les organisations du Puy-de-Dôme signataires de cette lettre ouverte font leur la phrase d'un agriculteur palestinien commentant les événements récents : *« Les Israéliens ont tort de croire qu'en nous opprimant ils deviennent libres : un peuple qui opprime un autre peuple ne peut pas être libre ! »*.

Nous adressons une copie de cette lettre ouverte à Monsieur le Préfet, aux ministres et secrétaire d'Etat M Valls, L Fabius et H Désir, et aux député(e)s et sénateur(e)s du Puy-de-Dôme.

Le collectif Palestine du Puy-de-Dôme : Association Amitié Franco-Tunisienne Auvergne, Association Des Elus Communistes et Républicains 63, Association France Palestine Solidarité 63, ATTAC 63, Brut de Béton Production, Confédération Générale du Travail-UD 63, Espaces Marx 63, Europe Ecologie Les Verts 63, Fédération Syndicale Unitaire 63, Gauche Anticapitaliste-Ensemble 63, Jeunes Communistes de France 63, Ligue des Droits de l'Homme Clermont-Riom, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitiés entre les Peuples 63, Nouveau Parti Anticapitaliste 63, Parti Communiste Français-Fédération 63, Parti de Gauche 63, Réseau Education Sans Frontières 63, Solidarité-Tchéchénie 63, Union des Etudiants Communistes 63, UNEF Auvergne, UTOPIA 63

(contact : AFPS 63, 88 rue de l'Oradou, 63000 Clermont-Ferrand, afps.pdd@gmail.com)

**Planning du stand CGT à la foire internationale
De Clermont Cournon**

Cette année, en lien avec les élections générales dans les trois versants de la Fonction Publique, l'Union Départementale Cgt du Puy de Dôme a pris, entre autres, la décision de réserver un stand à la Foire Internationale de Clermont-Cournon qui se déroulera du 6 au 15 septembre.

A raison d'équipes journalières de 6 à 8 militant-e-s, nous comptons sur vous pour nous transmettre le nombre, les noms et les disponibilités des camarades qui s'y inscriront.

Syndicat

Nom du camarade qui remplit le formulaire ou qui suit ce dossier au syndicat

N° de téléphone à contacter

Mail du syndicat ou du camarade à contacter

Noms et prénoms des camarades présent-e-s

Merci de remplir une fiche par camarade, sachant que tout-e-s ne seront pas forcément présents aux mêmes moments...

	Samedi 06/09	Dimanche 07/09	Lundi 08/09	Mardi 09/09	Mercredi 10/09	Jeudi 11/09	Vendredi 12/09	Samedi 13/09	Dimanche 14/09	Lundi 15/09
Matin										
Après-midi										

A retourner à PUD Cgt 63 / Maison du Peuple - Place de la liberté - 63000 Clermont-FD ou par fax : 04 73 31 87 82 ou par mail : ud@cgt63.fr

Conférence Sociale

Première analyse de la CGT :

Une feuille de route écrite à l'avance

Dès hier, le Président de la République avait tracé la feuille de route de sortie de la conférence sociale, le Premier Ministre décline ces orientations sans grande originalité.

A la sortie de la conférence sociale, il annonce clairement qu'au nom de l'emploi et de la croissance, il faut ouvrir une nouvelle page en affirmant que la Nation va réaliser un effort sans précédent au bénéfice des entreprises.

Ces annonces sont loin d'être à la hauteur des enjeux ; ce dont le pays a besoin, c'est d'une mobilisation générale pour gagner le progrès social !

Manuel Valls propose d'ouvrir des négociations sur l'apprentissage et les chômeurs de longue durée alors que ces sujets auraient dû être intégrés, comme la CGT l'avait proposé, lors des négociations Assurance chômage et Formation Professionnelle que de temps perdu !

C'est la démonstration que la feuille de route était écrite d'avance. La conférence sociale n'apporte rien de nouveau, elle recycle même certaines propositions, non mises en œuvre, des deux précédentes conférences sociales.

Montreuil le 8 juillet 2014



Aux Unions départementales
Aux Comités régionaux

Montreuil, le 27 juin 2014

le secrétaire général

Cher-e-s camarades,

Vous le savez, les élections professionnelles dans la fonction publique auront lieu le 4 décembre prochain. C'est la première fois que ce vote se déroulera simultanément dans les trois fonctions publiques : territoriale, hospitalière, d'Etat.

Le résultat de ces élections qui concernent plus de 5 millions de salariés revêt donc un enjeu interprofessionnel qui dépasse celui propre à chaque profession. Dans la situation générale de défiance vis-à-vis du syndicalisme et de la CGT, le niveau de participation des agents publics et le résultat de la CGT seront très regardés.

A mi-chemin de la mesure de la représentativité syndicale en 2017, ce scrutin donnera une indication de la place de la CGT dans le paysage syndical français.

C'est la raison pour laquelle le CCN du mois de février a décidé d'engager toute la CGT dans la campagne de ces élections. C'est une campagne confédérale.

Le premier meeting interrégional de lancement public de la campagne aura lieu le 30 septembre à Lyon et sera suivi par d'autres meetings interrégionaux à Bordeaux, Nancy et Paris.

Plusieurs types de matériels seront mis à disposition des organisations. Le premier tract 4 pages à destination des salariés a été diffusé aux organisations le 12 juin.

Il convient maintenant de passer à la vitesse supérieure dans les territoires pour mettre concrètement en œuvre les plans de travail, identifier partout les référents de la campagne dans les unions départementales, constituer et faire fonctionner les collectifs d'animation de la campagne, créer les liens nécessaires avec les organisations professionnelles de la CGT et faire connaître au collectif confédéral les dispositifs mis en place.

La première priorité c'est d'aider à la constitution des listes de candidats partout. Rechercher des candidats, c'est déjà un travail de déploiement auprès des syndiqués, auprès des salariés. C'est gagner l'engagement des syndiqués et des salariés qui se porteront candidats à faire campagne pour les listes CGT dans leurs services et à structurer l'activité syndicale CGT.

Vous trouverez ci-joint le plan de travail confédéral qui vous aidera à organiser votre propre plan de travail territorial.

En vous souhaitant un bon été, je vous souhaite bon courage.

Thierry LEPAON
Secrétaire général de la CGT

FICHE D'INSCRIPTION

**AG de rentrée
du 19 septembre 2014**

L'UD Cgt 63 organise l'Assemblée Générale de rentrée le 19 septembre de 8h30 à 13h30, salle Chanteranne à Clermont-Fd.

→ Il est demandé :

- à tous les syndicats d'être représentés par 1 ou 2 militant-e-s et de faire parvenir à l'UD toute infos revendicatives et perspectives d'action en amont de l'Assemblée Générale.
 - aux membres de la Commission Exécutive de se rendre disponibles.
 - aux Unions Locales d'assurer leur représentation à cette AG
- et d'agir auprès des syndicats pour les inciter à participer à cette rencontre du 19 septembre 2014.

+ Un casse-croûte sera pris sur place et des initiatives peuvent s'organiser l'après-midi avec les militant-e-s présent-e-s.

→ **Merci de remplir au plus vite ces fiches de participation, pour organiser les choses au mieux.**

Syndicat représenté :

Nom et Prénom du ou de la camarade qui remplit ce questionnaire

Téléphone du ou de la camarade à contacter, et/ou du syndicat

Adresse mail du ou de la camarade à contacter, et/ou celle du syndicat

Le syndicat sera représenté à cette AG du 19/09/2014 OUI NON
Noms et prénoms des participants (Possibilité de 2 camarades par syndicat)

Les camarades présent-e-s prendront le repas sur place (pour environ 8€/personne) A l'issue de ce casse-croûte, nous tenterons de proposer quelques initiatives pour porter nos exigences sociales...

- OUI, le-s militant-e-s prendront le repas sur place
 NON

→ A retourner à l'UD (par fax, mail ou en main propre) ←

Inscription pour la participation au meeting du 30 septembre 2014 à Lyon / Elections Fonction Publique

ATTENTION, les modalités précises ne sont pas encore définies. Le départ en bus sera en début de matinée sur le parking d'Auchan Nord et le retour en fin d'après-midi.

Plus d'infos très rapidement.

Il sera demandé une participation financière aux syndicats (et appel à solidarité pour le financement sur le département)

***Obligatoire**

Syndicat concerné *

Nom du camarade qui remplit le formulaire *

Coordonnées du syndicat ou du camarade en charge de ce dossier *

Des militant-e-s du syndicat participeront à ce meeting *

OUI

NON

Merci de préciser le nombre de militant-e-s pour le déplacement en bus...

Merci de noter "NOM Prénom" des camarades ci-dessous

Préciser s'il s'agit de candidat-e-s sur une liste aux élections : inscrire (C) après NOM et Prénom



LA MACIF VOUS ASSURE, LE SAVIEZ-VOUS ?

Adhérez, militez : vous êtes protégés !

Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais, c'est un engagement de tous les instants. C'est pourquoi, quand vous choisissez de défendre les intérêts des salariés, nous sommes à vos côtés pour soutenir et sécuriser votre action militante.

Les Organisations syndicales font confiance à la Macif depuis près de 30 ans pour assurer l'activité syndicale de leurs adhérents et militants. Pourquoi pas vous ?

Quelle que soit votre mission, des contrats existent pour faciliter votre engagement militant.

Contactez-nous : partenariat@macif.fr

Document non contractuel. Garanties proposées sous réserve des exclusions mentionnées aux contrats.
MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4, rue Pied de Fond - 79037 Niort cedex 9.



**LA SOLIDARITÉ
EST UNE FORCE**